Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 72 (1984)

Heft: [12]

Artikel: Campagne d'Amnesty International : "des armes contre la torture"

Autor: Michellod, Michèle

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-277379

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 19.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

VUS DE L'ONU

LES PROBLEMES DES EUROPEENNES

La Commission Economique Européenne de l'ONU groupe tous les pays, de l'Est comme de l'Ouest. La Suisse en fait partie. Avant la conférence de Copenhague en 1980, à la demande du Conseil International des Femmes, deux membres de la commission des relations internationales de l'Alliance de Sociétés féminines ont pris contact avec le secrétaire général de la CEE/ONU. Elles l'ont persuadé que la CEE, bien qu'elle se limite pour des raisons politiques aux questions économiques, devait s'intéresser aux problèmes des femmes. Les gouvernements ont hésité. Mais la CEE a tout de même réuni à Paris un séminaire et préparé un document statistique fort intéressant et complet sur la situation de la femme dans l'économie européenne, à l'intention des délégués à la conférence gouvernementale de Copenhague.

La CEE vient de récidiver en organisant à Vienne un séminaire préparatoire en vue de la conférence de Nairobi. Il a adopté 45 résolutions. Passons sur le détail : ces résolutions ne brillent malheureusement pas par leur nouveauté, à part peut-être l'accent qu'elles mettent sur la situation des femmes âgées. Elles se bornent essentiellement à souligner l'influence déterminante du rôle des femmes dans le développement économique et les discriminations dont elles font encore l'objet dans la vie professionnelle, choses que nous savons. Mais il est intéressant de souligner trois points :

- C'est un exemple de plus de l'attention que l'ONU et ses organes portent aux problèmes féminins, en Europe comme dans le tiers monde, et de l'insistance avec laquelle ils les rappellent aux gouvernements, souvent réticents.
- C'est aussi un exemple de ce que les organisations non gouvernementales peuvent obtenir en recourant aux moyens institutionnels à leur disposition, dont elles sont souvent oublieuses.
- Les résolutions du séminaire, traduisant un consensus, montrent que les femmes rencontrent, sous tous les régimes, les mêmes difficultés à faire reconnaître leurs droits, et que partout il est nécessaire qu'elles luttent pour que l'égalité passe dans la pratique.

Perle Bugnion-Secretan

COSTA RICA

FEMMES EN LUTTE POUR LE DROIT AU LOGEMENT

Les femmes du Costa Rica se battent pour le droit à la nourriture et au logement. Une grève de la faim de 17 jours vient d'aboutir à un accord avec le gouvernement.

Cette démocratie pacifique (pas d'armée, déclaration de neutralité à l'ONU) traverse une crise grave. Elle n'est plus à l'abri d'un coup d'état et de la guerre civile. Pour sortir des difficultés économiques, le président Monge a tenté, mais en vain, de trouver de l'aide auprès des pays industrialisés occidentaux. Il a démissionné, et dès lors les tensions politiques s'accroissent, entre les partisans de réformes drastiques et un recours au Fonds Monétaire International, et ceux qui s'inspirent du mouvement sandiniste du Nicaragua. Les tensions sociales s'aggravent, vu l'extrême misère d'une grande partie de la population.

Ce qui intéresse FS, c'est la part que les femmes prennent à la lutte pour le droit à la nourriture et au logement, pour que la corruption n'entrave pas la distribution de secours, pour que ne soient pas détournés à d'autres fins les fonds attribués à la construction de logements bon marché. Ainsi, au printemps, à Alajuela, une organisation de quelque 20 000 membres, dont 85 % de femmes (au Costa Rica, 60 % des familles sont dirigées par des femmes seules), a décidé d'occuper pacifiquement la mairie, alors que les moyens légaux d'action avaient été épuisés. La police est entrée en jeu : arrestations, passages à tabac, etc. En automne, quatre leaders femmes étaient encore en prison, alors que les hommes avaient été libérés.

Un comité s'est formé, faisant appel à l'opinion publique et à la solidarité féminine. Une grève de la faim a démarré le 22 octobre. Elle a abouti à un accord prévoyant notamment la création de 940 logements et l'adoption d'un programme d'aide alimentaire.

Perle Bugnion-Secretan

Adresse de contact : Solidarité avec le Costa Rica, 16, rue de la Canonnière, 1202 Genève. Dons au CCP : 12 - 19228-5.

CAMPAGNE D'AMNESTY INTERNATIONAL

« DES ARMES CONTRE LA TORTURE »

« Ne rien dire, ne rien voir, ne rien entendre », un célèbre adage de sagesse orientale qu'Amnesty International, en l'occurrence, ne nous encourage pas à suivre ! Incarnant une sorte de conscience universelle, ce mouvement a définitivement fait reculer les temps où l'on pouvait, en toute sérénité, ignorer le sort des autres.

C'est pour nous rappeler celui des prisonniers d'opinion livrés aux mauvais traitements et à la torture dans une centaine de pays, que A.I. lance une vaste campagne internationale s'étendant sur deux ans. Sujet insoutenable peut-être, mais réalité qui nous engage tous à titre individuel ou collectif.

Transmettant la vie et les valeurs d'une société, les femmes détiennent un pouvoir d'action considérable. L'obstination et le courage des grands-mères de la Place de Mai, la lutte non-violente des femmes d'Afrique du Sud en témoignent.

Chacune peut agir pour la défense des droits de la personne humaine, que ce soit dans sa relation à l'éducation ou à la vie professionnelle et sociale, en s'informant, en s'engageant plus activement dans un groupe pour prêter sa voix et son soutien à ceux qui en sont privés. Toutes les organisations féminines occidentales viennent, par exemple, de recevoir un vibrant appel à la solidarité de la part de prisonnières russes d'opinion.

Parallèlement à la campagne d'A.I., un important travail de sensibilisation se fait au sein des organisations internationales, afin que soit acceptée une convention contre la torture soumettant les pays signataires à un droit de regard.

Espoir d'un accord garde-fou, volonté surtout de briser le solide bouclier de l'indifférence, de l'impuissance et de l'impunité.

Michèle Michellod

Grande manifestation romande de la campagne contre la torture : Lausanne, 7 et 8 décembre. Concert, films, débats.